



## Arrêt

**n° 116 084 du 19 décembre 2013**  
**dans l'affaire X / III**

**En cause : X,**

**Ayant élu domicile : X,**

**contre :**

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à  
l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté,**

### **LE PRESIDENT F.F. DE LA III<sup>e</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 14 février 2012 par X, de nationalité congolaise, tendant à l'annulation de « *la décision prise par l'Office des Etrangers le 13 janvier 2012 par laquelle il est décidé de lui refuser le séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire* ».

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu les mémoires régulièrement échangés.

Vu l'ordonnance du 19 novembre 2013 convoquant les parties à comparaître le 17 décembre 2013.

Entendu, en son rapport, P. HARMEL, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me R. BOMBOIRE, avocat, qui comparaît pour le requérant, et Me N. SCHYNTS loco Me D. MATRAY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Rétroactes.**

**1.1.** Le 5 février 2007, le requérant a introduit une demande de visa regroupement familial auprès de l'ambassade de Belgique à Kinshasa, laquelle a été rejetée le 5 juillet 2007.

**1.2.** Le requérant a déclaré être arrivé sur le territoire belge en octobre 2010.

**1.3.** Le 22 décembre 2010, la partie défenderesse a pris une décision de non prise en considération d'une demande d'autorisation de séjour en qualité de descendant de Belge.

**1.4.** Le 16 mars 2011, le requérant a introduit une demande de carte de séjour en sa qualité de descendant d'un citoyen belge auprès de l'administration communale de Verviers. Le 16 juin 2011, une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire a été prise.

**1.5.** Le 15 juillet 2011, le requérant a introduit une seconde demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne en sa qualité de descendant d'un citoyen belge.

**1.6.** Le 13 janvier 2012, une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire a été prise. Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, a été notifiée le 16 janvier 2012 et est motivée comme suit :

*« est refusée au motif que :*

*l'intéressé(e) (sic) n'a pas prouvé dans le délai requis qu'il ou elle se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen l'Union (sic) ;*

*Descendant à charge de sa mère belge Madame [K. N. G. R.] (article 40 ter de la Loi du 15/12/1980)*

*Quoique la personne concernée ait apporté des documents (preuve de son identité via passeport, ressources de la personne rejointe via fiche de paie, preuve d'envois d'argents (sic), bail enregistré, mutuelle, filiation établie via ADN) tendant à établir qu'elle est à charge de son membre de famille rejoint, ces documents n'établissent pas de manière suffisante la qualité de membre de famille « à charge » (sic).*

*Bien que la personne rejointe présente une fiche de paie dont le montant est égale ou supérieur à 120 % du revenu d'intégration sociale, le fait d'avoir actuellement cette capacité financière suffisante ne constitue pour autant une preuve que l'intéressé était antérieurement à la demande à charge du membre de famille rejoint.*

*L'intéressé produit la preuve d'envoi d'argent de 2007 à 2010 émanant de sa mère belge ouvrant le droit au bénéfice de l'intéressé.*

*Or, la personne concernée n'établit pas que ses ressources sont insuffisantes : elle n'établit pas que le soutien matériel de la personne rejointe lui était nécessaire et donc ne prouve pas de manière suffisante l'existence d'une situation de dépendance réelle à l'égard du membre de famille rejoint. L'intéressé ne produit aucun document dans les délais prescrits attestant qu'il ne dispose pas au pays d'origine des ressources suffisante pour lui garantir (sic) un niveau de vie décent.*

*En conséquence, la demande de droit au séjour introduite en qualité de descendant à charge de belge est refusée ».*

**1.7.** Le 23 février 2012, le requérant a introduit une nouvelle demande de carte de séjour en tant que descendant de Belge auprès de l'administration communale de Verviers.

## **2. Exposé des moyens d'annulation.**

**2.1.1.** Le requérant prend un premier moyen de *« la violation de l'article 52 de l'Arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ».*

**2.1.2.** Il compare tout d'abord l'ancienne et la nouvelle version de l'article 52 susmentionné (entrée en vigueur le 10 octobre 2011 en vertu de l'article 39 de l'arrêté royal du 21 septembre 2011) et observe une différence de délais dans le cas où aucune décision n'est communiquée à l'autorité communale, à savoir dans les 5 mois dans le premier cas, dans les 6 mois dans le second cas.

Il considère que cette nouvelle disposition peut avoir deux interprétations, dont la deuxième serait le cas où la nouvelle disposition s'appliquerait également aux demandes de séjour introduites antérieurement à son entrée en vigueur et pour lesquelles aucune décision n'a encore été prise. Il considère qu'il y aurait dans ce cas violation des articles 10 et 11 de la Constitution et du principe de l'égalité.

Il estime dès lors qu'il y a lieu *« d'interpréter l'article 52 nouveau de l'Arrêté royal du 8 octobre 1981 comme ne s'appliquant qu'aux demandes de séjour introduites après son entrée en vigueur ».*

**2.1.3.** Dans son mémoire en synthèse, il invoque, de surcroît, à cet égard une « *violation de l'article 2 du Code civil, du principe général de non rétroactivité des actes administratifs ainsi que des articles 10, 11 et 159 de la Constitution* ».

Ainsi, il relève que l'arrêté royal du 21 septembre 2011 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 ne précise pas si les nouvelles dispositions s'appliquent aux demandes de séjour introduites avant le 10 octobre 2011. A ce sujet, il s'en réfère à l'arrêt du Conseil d'Etat n° 62.922 du 5 novembre 1996, lequel précise que « *Le principe de la non-rétroactivité des lois posé en règle générale à l'article 2 du Code civil est applicable aux arrêtés royaux* ». Il fait également référence à l'arrêt du Conseil d'Etat n° 165.538 du 5 décembre 2006.

Il estime qu'il convient de vérifier si l'application immédiate de l'arrêté royal précité du 21 septembre 2011 ne porte pas atteinte à des droits irrévocablement acquis dès lors qu'elle porte sur une demande de séjour introduite antérieurement à son entrée en vigueur.

Il ajoute que l'ancienne version de l'article 52 de l'arrêté royal précité doit être lu comme conférant à l'étranger qui introduit une demande de séjour le droit de se voir délivrer une carte de séjour en qualité de membre de la famille d'un citoyen de l'Union en l'absence de réponse dans un délai de cinq mois à dater de la demande.

Ainsi, lors de l'introduction de la demande, il relève qu'il est remis à l'étranger une attestation d'immatriculation modèle A d'une durée de cinq mois à compter de la demande. Les nouvelles dispositions fixe le délai à six mois et portent donc atteinte à un droit acquis.

Dès lors, il invoque une violation du principe de non rétroactivité des arrêtés royaux.

**2.2.1.** Il prend un deuxième moyen de « *la violation des articles 40 ter et 62 de la Loi et des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation des actes administratifs* ».

**2.2.2.** Il déclare que « *la décision attaquée précise que la condition selon laquelle l'étranger doit être « à charge » du ressortissant belge s'apprécie avant la demande de séjour* ». A cet égard, il souligne être arrivé en Belgique en octobre 2010, que l'Office des étrangers en était avisé dans la mesure où il a introduit une première demande le 16 mars 2011. Il ajoute qu'avant sa demande, il « *cohabitait avec sa mère et était entièrement dépendant de celle-ci (...)* » et estime que « *l'acte attaqué aurait dû expliquer en quoi la cohabitation antérieure à la demande n'établissait pas qu'il était, avant la demande de séjour, 'à charge' de sa mère* ». Il considère dès lors que l'acte attaqué n'est pas adéquatement motivé.

Il rappelle par ailleurs qu'il a produit des documents attestant de ce que sa mère lui envoyait régulièrement de l'argent depuis au moins 2007 et observe que la partie défenderesse a considéré que cela ne démontre pas une situation de dépendance entre lui et sa mère. Il estime à cet égard qu'il « *est particulièrement difficile de prouver qu'il dépendait entièrement de sa mère en République Démocratique du Congo* ». Après avoir fait état de la situation financière de sa mère et des montants qu'elle a lui versé, il déduit que « *si cet argent n'avait pas été nécessaire, la mère du requérant aurait conservé cet argent pour sa famille en Belgique* ». Par conséquent, il estime que le fait de devoir prouver que l'argent envoyé par sa mère lui était nécessaire pour vivre est particulièrement difficile à rapporter et que la décision est dès lors inadéquatement motivée.

**2.3.1.** Il prend un troisième moyen de « *la violation de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de l'article 62 de la Loi et des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation des actes administratifs* ».

**2.3.2.** Après avoir rappelé la teneur de l'article 8 de la convention susmentionnée ainsi que la jurisprudence du Conseil s'agissant des notions de droit au respect de la vie privée et familiale (arrêt n° 68.793 du 20 octobre 2011), il affirme qu'il ressort des éléments du dossier qu'il existe bien une vie privée et familiale avec sa mère dans la mesure où il cohabite avec cette dernière depuis son arrivée en Belgique (soit depuis octobre 2010). Il souligne que la partie défenderesse était au courant de ce fait dès lors qu'une première demande de regroupement familiale avait déjà été introduite le 16 mars 2011. Il rappelle qu'il dépend financièrement de sa mère depuis son arrivée en Belgique. Il ajoute qu'il en

dépendait déjà lorsqu'il était en République Démocratique du Congo et relève que ce fait n'est pas contesté par l'acte attaqué.

Après avoir exposé un extrait de la jurisprudence du Conseil (arrêt n° 68.793 du 20 octobre 2011), il estime que l'acte attaqué constitue manifestement une ingérence dans sa vie privée et familiale dans la mesure où elle a pour conséquence qu'il devrait quitter sa mère, personne avec laquelle il entretient une vie privée et familiale. Il estime que la partie défenderesse, informée de l'existence d'une vie privée et familiale, « *devait motiver les raisons pour lesquelles le droit à la vie privée et familiale n'était pas violé par la décision* ». Il conclut en soutenant que l'article 8 de la convention susmentionnée a été violé.

### **3. Examen des moyens d'annulation.**

**3.1.** Conformément à l'article 39/81, alinéa 7, de la loi précitée du 15 décembre 1980, le Conseil « *statue sur la base du mémoire de synthèse sauf en ce qui concerne la recevabilité du recours et des moyens* ».

**3.2.1.** S'agissant du premier moyen, le Conseil relève que le requérant conteste l'application immédiate du nouvel article 52 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 en ce que celle-ci créerait une discrimination entre le délai de traitement des demandes. Or, l'arrêté royal du 21 septembre 2011 modifiant celui du 8 octobre 1981, et entré en vigueur le 10 octobre 2011, est d'application immédiate, la partie défenderesse n'ayant ni tenté de conférer un effet rétroactif à ce nouvel arrêté royal ni prévu d'en retarder l'entrée en vigueur.

L'arrêté royal du 21 septembre 2011 ne comportant pas de dispositions transitoires, il s'applique en principe immédiatement, non seulement aux situations qui relèvent depuis son entrée en vigueur de son champ d'application, mais également aux situations qui relevaient déjà antérieurement de ce champ d'application. Ainsi, il s'applique non seulement aux situations qui naissent après son entrée en vigueur mais également aux effets futurs des situations nées sous le régime de la réglementation antérieure, qui se produisent ou se prolongent sous l'empire du nouvel arrêté royal.

En l'espèce, la demande de carte de séjour du requérant ayant été introduite sous l'empire de l'ancien arrêté royal, le Conseil estime que c'est au moment où l'administration statue sur ladite demande qu'elle doit se prononcer sur le fait que les conditions requises sont rencontrées *in specie*. Toute autre solution mettrait la partie défenderesse dans l'impossibilité de vérifier la réalité des éléments invoqués à cet égard. Pour apprécier cette réalité, elle doit tenir compte de l'évolution de la législation survenue depuis l'introduction de la demande et qui a pu avoir une incidence sur l'octroi du droit de séjour sollicité.

Dès lors, il ne peut être reproché à la partie défenderesse d'avoir appliqué l'arrêté royal de manière rétroactive. En effet, le principe de rétroactivité implique uniquement que ce dernier n'est pas fait pour le passé en telle sorte qu'il ne peut régir ce qui a été, et est définitivement révolu, *quod non in specie*.

En outre, le requérant invoque également une violation du principe d'égalité. A cet égard, comme le souligne la partie défenderesse dans son mémoire en réponse, la demande du requérant a été traitée dans les mêmes conditions que les autres demandes de regroupement familial. Ainsi, le seul fait que la législation ait été modifiée ne viole pas en l'espèce le principe d'égalité.

**3.2.2.** En ce qui concerne l'argumentation plus spécifiquement développée dans le mémoire de synthèse et de l'application immédiate de la loi du 8 juillet 2011, le conseil précise qu'en l'absence de dispositions transitoires particulières, ladite loi est d'application immédiate, ce qui implique que la modification de la loi précitée du 15 décembre 1980 est entrée en vigueur le 22 septembre 2011.

Le principe de non-rétroactivité implique uniquement que la loi n'est pas faite pour le passé en telle sorte qu'elle ne peut régir ce qui a été, et est définitivement révolu. L'application immédiate d'une loi nouvelle aux situations qui naissent à partir de son entrée en vigueur mais également aux effets futurs des situations nées sous le régime de la loi antérieure, pour autant que cette application ne porte pas atteinte à des droits déjà irrévocablement fixés, est parfaitement conforme au principe de non-rétroactivité.

Or, en l'espèce, le requérant ne démontre pas qu'il bénéficiait d'un droit irrévocablement fixé sous l'empire de l'ancienne législation. En effet, le Conseil ne peut que constater que le requérant a introduit sa demande de regroupement familial le 15 juillet 2011 alors que la nouvelle loi est entrée en vigueur le 22 septembre 2011. Or, le requérant ne fait nullement valoir que le délai de cinq mois prévu par l'ancien article 52 précité était effectivement écoulé à cette dernière date en telle sorte qu'il ne peut nullement faire valoir le bénéfice d'un droit irrévocablement acquis sous l'empire de l'ancienne législation.

Dès lors, le premier moyen n'est pas fondé.

**3.3.1.** S'agissant du deuxième moyen, le Conseil observe que la demande introduite par le requérant en tant que descendant de Belge est régie, en vertu de l'article 40ter de la loi précitée du 15 décembre 1980, par l'article 40bis, § 2, 3°, de la même loi, lequel est libellé comme suit :

*« Sont considérés comme membres de famille du citoyen de l'Union :*

*(...)*

*3° les descendants et les descendants de son conjoint ou partenaire visé au 1° ou 2°, âgés de moins de vingt et un ans ou qui sont à leur charge, qui les accompagnent ou les rejoignent, pour autant que l'étranger rejoint, son conjoint ou le partenaire enregistré visé en ait le droit de garde et, en cas de garde partagée, à la condition que l'autre titulaire du droit de garde ait donné son accord ».*

Le Conseil rappelle également que l'article 40ter, alinéa 2, de la loi précitée du 15 décembre 1980, précise quant à lui que :

*« En ce qui concerne les membres de la famille visés à l'article 40bis, § 2, alinéa 1er, 1° à 3°, le ressortissant belge doit démontrer :*

*- qu'il dispose de moyens de subsistance stables, suffisants et réguliers. Cette condition est réputée remplie lorsque les moyens de subsistance sont au moins équivalents à cent vingt pour cent du montant visé à l'article 14, § 1er, 3°, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale. L'évaluation de ces moyens de subsistance :*

*1° tient compte de leur nature et de leur régularité ;*

*[...];*

*3° [...] ne tient pas compte des allocations d'attente ni de l'allocation de transition et tient uniquement compte de l'allocation de chômage pour autant que le conjoint ou le partenaire concerné puisse prouver qu'il cherche activement du travail. ».*

En outre, le Conseil rappelle que la Cour de justice de l'Union européenne a, dans son arrêt Yunying Jia (Arrêt C-1/05 du 9 janvier 2007), précisé ce qu'il faut entendre par personne « à charge ».

Il ressort dudit arrêt que : *« (...) l'article 1er, §1, sous d) de la directive 73/148 [du Conseil du 21 mai 1973] doit être interprété en ce sens que l'on entend par "[être] à [leur] charge" le fait pour le membre de la famille d'un ressortissant communautaire établi dans un autre Etat membre au sens de l'article 43 CE, de nécessiter le soutien matériel de ce ressortissant ou de son conjoint afin de subvenir à ses besoins essentiels dans l'Etat d'origine ou de provenance de ce membre de la famille au moment où il demande à rejoindre ledit ressortissant. L'article 6, sous b), de la même directive doit être interprété en ce sens que la preuve de la nécessité d'un soutien matériel peut être faite par tout moyen approprié, alors que le seul engagement de prendre en charge ce même membre de la famille, émanant du ressortissant communautaire ou de son conjoint, peut ne pas être regardé comme établissant l'existence d'une situation de dépendance ».*

Ainsi, la condition d'être à charge du regroupant, telle que fixée à l'article 40bis, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, ancien, de la loi précitée du 15 décembre 1980, doit donc être comprise, à la lumière de la jurisprudence

précitée, comme impliquant le fait d'avoir été à charge au pays d'origine ou de provenance avant de venir en Belgique.

Le Conseil rappelle également que l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité n'implique nullement la réfutation détaillée de tous les arguments avancés par le requérant. Elle n'implique que l'obligation d'informer le requérant des raisons qui ont déterminé l'acte attaqué, sous la réserve toutefois que la motivation réponde, fut-ce de façon implicite mais certaine, aux arguments essentiels de l'intéressé.

Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Dans le cadre du contrôle de légalité, le Conseil n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité a pris en considération tous les éléments de la cause et a procédé à une appréciation largement admissible, pertinente et non déraisonnable des faits qui lui sont soumis.

**3.3.2.** En l'espèce, la décision attaquée reproche au requérant de ne pas avoir établi que ses ressources étaient insuffisantes. En effet, cette dernière estime que le requérant n'a pas établi qu'il avait besoin du soutien matériel de la personne rejointe ou encore l'existence d'une situation de dépendance réelle à l'égard du membre de la famille rejoint. De même, la partie défenderesse relève qu'il n'a produit aucun document attestant du fait qu'il ne dispose pas au pays d'origine de ressources suffisantes pour lui garantir un niveau de vie décent.

A cet égard, il ressort du dossier administratif que le requérant a produit comme seul document tendant à démontrer qu'il est à charge de la personne rejointe des preuves d'envois d'argent de 2007 à 2010.

Or, il convient de relever que ce seul document ne permet aucunement d'établir l'existence d'une réelle situation de dépendance avec la personne rejointe. De même, par ces transferts d'argent, le requérant ne prouve pas à suffisance qu'il était sans ressources au pays d'origine ou que ces dernières étaient insuffisantes. Ainsi, ces transferts d'argent démontrent tout au plus que la mère du requérant lui envoyait de l'argent pendant ce laps de temps, soit entre 2007 et 2010.

Dès lors, c'est à juste titre que la partie défenderesse a estimé que le requérant n'a pas établi de manière suffisante sa qualité de membre de famille « à charge ». La décision attaquée apparaît dès lors adéquatement motivée.

Force est de constater que les critiques du requérant visent en réalité à inviter le Conseil à substituer son appréciation à celle de la partie défenderesse. Or, le Conseil est compétent pour exercer un contrôle de la légalité de la décision administrative attaquée et, à ce titre, il ne lui appartient nullement de substituer, dans le cadre de l'examen du recours, son appréciation à celle de l'administration.

Le deuxième moyen n'est pas fondé.

**3.4.** S'agissant du troisième moyen, lorsque le requérant allègue une violation de l'article 8 de la Convention européenne précitée, il lui appartient en premier lieu d'établir, de manière suffisamment précise, compte tenu des circonstances de la cause, l'existence de la vie privée et familiale qu'il invoque, ainsi que la manière dont la décision attaquée y a porté atteinte.

Le Conseil relève qu'il ressort de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme que si le lien familial entre des partenaires, ainsi qu'entre parents et enfants mineurs est supposé, il n'en est pas de même dans la relation entre parents et enfants majeurs. Dans l'arrêt *Mokrani c. France* du 15 juillet 2003, la Cour européenne des droits de l'homme considère que les relations entre parents et enfants majeurs « *ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 de la Convention sans que*

*soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux ».* Dans l'appréciation de savoir s'il existe une vie familiale ou non, il y a lieu de prendre en considération toutes les indications que le requérant apporte à cet égard, comme par exemple la cohabitation, la dépendance financière de l'enfant majeur vis-à-vis de son parent, la dépendance du parent vis-à-vis de l'enfant majeur ou les liens réels entre le parent et l'enfant.

En l'espèce, il ressort du dossier administratif que le requérant, s'il cohabite bien avec sa mère, ne démontre toutefois pas une réelle prise en charge par cette dernière ainsi qu'il a été établi *supra*. Dès lors, le Conseil estime que le requérant reste en défaut de prouver qu'il se trouve dans une situation de dépendance réelle à l'égard du ménage rejoint, de nature à démontrer dans leur chef l'existence d'une vie familiale, au sens de l'article 8 de la Convention européenne précitée.

En ce qui concerne l'arrêt n° 68.793 du 20 octobre 2011, le requérant ne démontre nullement la transposabilité de son enseignement au cas d'espèce dans la mesure où il vise spécifiquement une décision mettant fin au droit de séjour du requérant, ce qui ne correspond pas à l'acte ici attaqué.

Dès lors, l'article 8 de la Convention européenne précitée n'a pas été violée et le troisième moyen n'est pas fondé.

**3.5.** Par conséquent, les moyens d'annulation ne sont pas fondés.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article unique.**

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix-neuf décembre deux mille treize par :

M. P. HARMEL,  
Mme R. HANGANU,

Président f.f., juge au contentieux des étrangers,  
Greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

R. HANGANU.

P. HARMEL.